

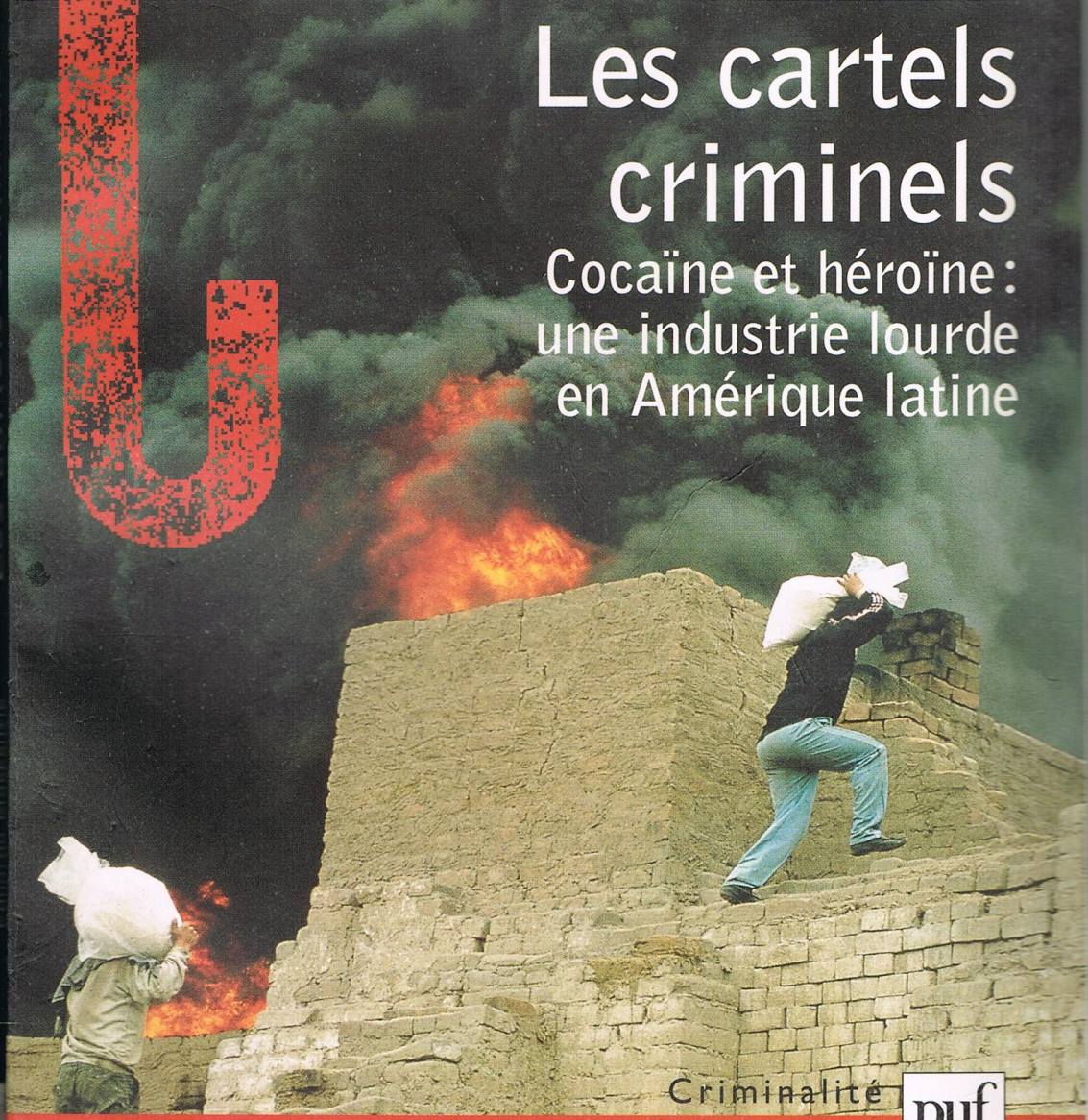
Criminalité internationale

Les cartels criminels

Alain Delpirou et Eduardo Mackenzie

Les cartels criminels

Cocaïne et héroïne :
une industrie lourde
en Amérique latine



Criminalité
internationale



Cette collection s'intéresse à toutes les formes actuelles de criminalité ;
au-delà, aux menaces nouvelles dans le domaine criminel.

Enrichi de tableaux, graphiques et annexes de référence ; remis à jour lors de chaque
réédition, chacun de ses volumes ambitionne d'être pour l'utilisateur un outil de travail.

Criminalité Internationale choisit ses auteurs parmi les meilleurs experts en activité :
fonctionnaires spécialisés, journalistes, magistrats, universitaires, etc.

En mars 2000, l'Association nationale des institutions financières
colombiennes publie « L'économie de la cocaïne : une clé pour comprendre
la Colombie », rapport révélant que la narco-économie (toutes drogues
confondues) colombienne atteignait en 1999 un chiffre d'affaires de
300 milliards de FF, soit 56 % du PIB de ce pays. Principaux bénéficiaires
de cette manne colossale : les cartels colombiens.

En février 2000, le chef de la police de l'importante ville-frontière
mexicaine qu'est Tijuana est abattu en pleine rue par des hommes surgis
de trois voitures et lourdement armés. Les coupables ? Des tueurs à gages
d'un cartel mexicain.

Industrie lourde (464 tonnes de cocaïne exportées de Colombie en 1999,
135 000 hectares plantés en coca, pavot et cannabis), milliards de dollars
et incroyable sauvagerie : les cartels de la drogue sont célèbres,
mais finalement mal connus.

Pour la première fois, au-delà de l'anecdote, de l'histoire de tel ou tel
individu pittoresque, deux experts radiographient la *forme criminelle
originale* qu'est le cartel de la drogue latino-américain : origine du mot,
organisation, évolutions, chiffres clés, etc.

Alain Delpirou est enseignant, membre de la Société de géographie, auteur d'une thèse
de géographie sur *Les espaces drogues dans le monde*. Il est co-auteur de *Coca-coke*
(La Découverte, Paris, 1986) et *El sendero de la cocaïna* (Laïa, Barcelone, 1988).

Eduardo Mackenzie est colombien, juriste de formation et journaliste. Il est correspondant
à Paris du quotidien *El Espectador* de Bogota. Auparavant, il a travaillé en Colombie
même pour plusieurs périodiques, notamment sur les cartels.

www.puf.com

148 FF

22416950 / 11 / 2000



Sommaire

Introduction	1
Chapitre I. — QU'EST-CE QU'UN CARTEL ?	7
1. Un cartel, un vrai : le cartel des vitamines	7
2. Des banquiers britanniques et des cimentiers français épinglés	11
Chapitre II. — L'ORIGINE DES CARTELS EN ÉCONOMIE	13
1. Dans l'Allemagne de Bismarck	14
2. Un système discrédité	17
3. La politique anti-cartel aux États-Unis	19
4. La réglementation européenne	22
Chapitre III. — LA DIMENSION CRIMINELLE	25
1. Un cartel de la drogue au cœur de l'Europe	25
2. Un cartel officiel de la morphine	26
3. L'apparition de l'expression « cartel de Medellin » aux États-Unis	28
4. L'utilisation en France du terme « cartel »	35
Chapitre IV. — ÉVOLUTION DES CARTELS EN COLOMBIE	43
1. Une histoire du cartel de Medellin	43
2. Le cartel de Cali	53
3. Les années Samper	66

4. Pastrana : « dénarçotiser » les relations avec les États-Unis ?	86
5. Les quatre phases de l'évolution des cartels	103
6. Cartels : l'ingénierie des entreprises avancées	108
7. Le <i>body packer</i> et les sous-marins	114
8. Les « nouveaux » cartels en Colombie	119
A) Le cartel du millénaire	119
B) Le cartel des <i>Llanos</i>	125
C) Le cartel de Bogota	128
D) Pereira, un cartel de l'héroïne	130
9. Les cartels, leurs alliances et la mondialisation	132
 Chapitre V. — LES CARTELS MEXICAINS	137
1. Les drogues, un problème ancien au Mexique	137
2. Des anciens nazis, initiateurs au Mexique du trafic de drogue à échelle internationale	140
3. Sept familles contrôlent le trafic de drogue de 1975 à 1982	142
4. La crise politique et économique fait le lit de la drogue	144
5. La drogue, catalyseur de la crise sociale ?	146
6. L'omniprésence des cartels de la drogue en l'an 2000	147
7. Les six plus puissants cartels du Mexique	153
A) Le cartel de Guadalajara	153
B) Le cartel du Golfe	155
C) Le cartel de Ciudad Juarez	159
D) Le cartel de Sinaloa	162
E) Le cartel de Tijuana	163
F) Le cartel de Jalisco	165
8. Les complexes industriels de la drogue au Mexique	166
 Chapitre VI. — LE CONTINENT AMÉRICAIN ET LE MARCHÉ DES DROGUES	169
1. Les productions agricoles illicites aux États-Unis	169
2. La marijuana	170
3. La coca	172

4. Les productions agricoles illicites en Amérique du Sud	177
5. Y a-t-il des cartels de la drogue aux États-Unis ?	181
Chapitre VII. — FICHES ET PORTRAITS	187
1. Luis Carlos Galan	187
2. Guillermo Cano	190
3. Le général Miguel Maza Marquez	192
4. Le général Rosso José Serrano	194
5. Yair Klein	197
6. Pablo Escobar	202
7. FARC et narco-guérilla	206
8. Les paramilitaires	214
9. L'extradition de Colombiens	218
10. Le cas étonnant du colonel James C. Hiett	223
Annexe : Une sélection de sites internet utiles	225
Bibliographie	227
Index	229

Dans ses mémoires¹, le général Serrano confie qu'il est préoccupé par la « renaissance d'un marché nouveau [de la drogue] en Europe et derrière l'ancien rideau de fer ». Il affirme que « les tentacules de la mafia russe sont redoutables ». Selon lui, tout cela cause un préjudice à la Colombie qui continue à être le premier producteur de cocaïne, et parce que la production d'héroïne « est en expansion et utilise les mêmes canaux que la cocaïne ».

Excédé par les statistiques des enlèvements de personnes en Colombie (2 800 en 1999, dont 50 % attribués par les autorités aux guérillas, qui obtiennent pour cela l'équivalent de 2,5 milliards de francs français par an), le général Serrano s'est montré partisan de l'implantation de la peine de mort pour sanctionner les délits atroces². Au cours d'un colloque de l'Association nationale d'ingénierie, le 17 mars 2000 à Bogota, il dit : « Par rapport à sa rentabilité, l'enlèvement de personnes a placé en deuxième place le trafic de drogues. (...) Il ne s'agit pas d'appliquer la loi du Talion mais d'envoyer un message fort aux délinquants. »

5. YAÏR KLEIN

Le mercenaire israélien Yaïr Klein est celui qui fut chargé de former les commandos terroristes des cartels de la drogue qui ont ravagé la Colombie entre 1987 et 1990.

Lieutenant-colonel de réserve de l'armée israélienne, qu'il avait quittée en 1978, Yaïr Klein se fait remarquer par le Département administratif de sécurité (DAS), les services secrets colombiens, début avril 1989. Ceux-ci confirment au quotidien *El Espectador* les soupçons et les rumeurs qui couraient depuis 1985 sur la présence de mercenaires étrangers au service des narco-trafiquants³. Peu après, la revue *Semana* publie, le 11 avril 1989, un dossier basé sur les documents du DAS où il est question du rôle de mercenaires bri-

1. *Op. cit.*

2. La peine de mort est interdite en Colombie par la Constitution depuis le début du siècle.

3. *El Espectador*, Bogota, 6 avril 1989.

tanniques et israéliens dans la région du Magdalena Moyen¹. Déjà, en septembre 1988, la représentation parlementaire de l'Union patriotique, proche des FARC, parlait de la participation d'éléments étrangers dans l'entraînement des groupes paramilitaires anti-communistes².

Parmi la demi-douzaine de mercenaires repérés, les journalistes relèvent la présence d'experts militaires israéliens, dont Yaïr Klein³. Selon l'hebdomadaire *Voz*⁴, le contact de Klein était Maerot Shoshani, un responsable de l'Iserx, entreprise d'irrigation au capital israélien, installée à Bogota et travaillant, entre autres, dans la zone du Magdalena Moyen. Il sera mêlé de près au scandale de la *Israël Connection*.

Maerot, qui se fait appeler Mario Shoshani en Colombie, est colonel à la retraite de l'armée israélienne. La revue américaine *Time*⁵ n'hésite pas à le qualifier de « flamboyant *businessman* ». Il semble être incontournable pour tous les Israéliens qui cherchent à vendre leur savoir-faire militaire en Amérique latine. C'est lui qui propose à Klein de diriger l'école de formation de la milice de l'Association des paysans et éleveurs du Magdalena Moyen, l'ACDEGAM, un groupe paramilitaire d'extrême droite basé à Puerto Boyaca et financé par Pablo Escobar et Gonzalo Rodriguez Gacha.

Shoshani était aussi en contact avec Ariel Otero, un paramilitaire abattu en 1992 qui avait mis en place, sans se faire remarquer, un projet pour former des commandos au service de la mafia colombienne. En 1987, Klein propose au gouvernement colombien de faire appel à son entreprise de sécurité *Hod-Hahanito* (« Tête de lance »), basée à Tel-Aviv⁶. En mars 1989, Klein touche plus de 800 000 \$ (4,8 millions de francs français) versés *cash* aux États-Unis pour organiser trois stages de neuf semaines, dans la ferme *La Fantasia*, proche de Puerto Boyaca,

1. Voir aussi le journal *El Universal*, Caracas, 8 juin 1989, et *La Prensa*, Bogota, 10 juin 1989.

2. *Voz*, Bogota, organe du Parti communiste colombien, 18 mai 1989.

3. *El Espectador*, 26 août 1989, et *International Herald Tribune*, Paris, 30 août 1989.

4. Début septembre 1989.

5. *Time*, 11 septembre 1989.

6. Hebdomadaire *Cromos*, Bogota, 4 septembre 1989.

sous la bénédiction de Luis Borges, colonel de l'armée colombienne¹. Puis, pendant plusieurs mois, les autorités de Bogota vont perdre la trace de Klein. On le retrouve plus tard visitant de manière tout à fait légale plusieurs entreprises de protection et de sécurité du pays, dont Atlas Sécurité de Colombie². Le gérant et le propriétaire de 25 % des actions de cette firme était le ministre colombien de la Défense, le général Oscar Botero Restrepo.

Klein s'éclipse de nouveau, mais ses activités sont dévoilées par un curieux coup du sort. Après une perquisition effectuée au domicile d'un gros bonnet de la drogue, lors de l'offensive d'août-septembre 1989 lancée par le Président Virgilio Barco contre la mafia, la police met la main sur une bande vidéo tournée apparemment en cachette dans une base du cartel de Medellin. Sur ces images on distingue nettement un homme en tenue de combat, parlant un hébreu châtié et occupé à diriger l'entraînement d'une bande de tueurs³. Ce personnage s'avère être Yair Klein.

Diffusé par le canal de la télévision américaine NBC fin août 1989 puis par la télévision israélienne, ce petit film provoque un scandale dans la classe politique à Jérusalem. Les journalistes du quotidien *El Tiempo* enfoncent le clou en dévoilant un plan secret : Klein et ses acolytes préparaient un attentat visant à détruire *Casa Verde*, le quartier général des FARC, et à éliminer leurs leaders historiques, Jacobo Arenas et Manuel Marulanda Vélez.

Ces révélations venant de la droite conservatrice et traditionnelle, peu encline à défendre les idéaux de la guérilla, font l'effet d'une bombe. Avec Klein, quatre autres mercenaires israéliens, colonels de réserve de Tsahal, comme Abraham Tzedaka, cousin de Klein et Amatzia Shualides, sont démasqués par les journalistes de la radio de Tel-Aviv. Klein s'enfuit de Colombie, aidé par Arik Asek, commerçant de fleurs entre Miami et Bogota. Klein va alors citer, comme étant au courant de ses activités, les noms de plusieurs généraux de réserve israéliens. Parmi ces hauts officiers de l'armée de Tsahal, figurent Yhoshua Saguy, Yanuche

1. Voir l'article de Mohsen Toumi dans le magazine *Arabies*, Paris, janvier 1990.

2. *El Tiempo*, Bogota, 31 août 1989, et *Le Monde*, Paris, 26 août 1989.

3. *Cromos*, Bogota, 4 septembre 1989.

Ben Gal, Rehavan Zeevi et Rafi Eitan, lequel avait commandé en son temps l'invasion israélienne du Liban en 1982, sous l'administration de Menahem Begin.

On apprend ainsi que le général Rafi Eitan, fin tacticien, se déplaçait régulièrement en Colombie, sa dernière visite remontant à février 1988. À cette occasion, il rencontre le ministre des Mines, Guillermo Perry, et le ministre de la Défense de l'époque, le général Rafael Samudio Molina, pour évaluer les matériels et le savoir-faire nécessaire pour anéantir la guérilla guévariste (ELN) du nord-est du pays¹.

Le nom d'Eitan avait déjà été cité dans une autre affaire. Au cours de l'année 1988, les autorités des États-Unis arrêtaient un espion de nationalité américaine, Jonathan Pollard. Après un interrogatoire poussé, il avoua avoir remis des documents militaires à une puissance étrangère. L'un de ses contacts n'était autre que le général Eitan.

On aurait pu croire que ce scandale allait en rester là. Il n'en fut rien. Dès le mois de mai 1990, la Colombie rétablissait l'utilisation des visas obligatoires pour les citoyens israéliens. À cela s'ajoutait la publication, dans la presse colombienne, du lâchage par la CIA de Yaïr Klein, suite à son manque de discrétion. Mais le mercenaire, peu soucieux du tapage médiatique entourant ses affaires, continua ses pratiques illégales, comme si de rien n'était. En 1990, *El Espectador* met de nouveau en lumière la participation de Klein dans un trafic d'armes de très grande envergure en provenance des îles Antigua et Barbades.

Les 500 fusils Galil et mitraillettes Uzi découverts dans la ferme de Rodriguez Gacha après son élimination faisaient partie du lot de Klein. Celui-ci avait été pressenti par la CIA pour entraîner un commando capable de faire tomber le président panaméen Manuel Antonio Noriega². Le point d'appui pour une telle attaque devait être l'île d'Antigua. Le prix demandé par Klein pour ses services, 2,8 millions de dollars, fut jugé trop élevé

1. Israël est le troisième fournisseur d'armes à la Colombie, après les États-Unis et le Brésil.

2. *Cromos*, Bogota, 4 septembre 1989 et *Wiener Zeitung*, Vienne, 15 septembre 1989.

par la CIA qui préféra annuler l'opération. Ce sont les marines américains qui se chargeront plus tard de Noriega. Mais les armes étaient déjà en possession de Klein. Une fois de plus, il se dit que la solution se trouvait en Colombie et vendit sans état d'âme ce lot encombrant à la fois à l'État colombien et à ses adversaires mortels, les narco-trafiquants.

C'est ainsi que, le 23 avril 1989, 28 conteneurs d'équipements militaires, à bord du cargo danois *Else Tho* (achetés à l'EMI, à l'Isrex et à Israel Aircraft Industries), et destinés aux narco-trafiquants, sont déchargés à Saint-John's, dans les Caraïbes¹. Pendant ce temps, sur l'île d'Antigua, Klein, aidé par Vere Bird, fils du Premier ministre de l'île, rencontre Fidel Castaño, chef des paramilitaires colombiens, pour régler les détails du transport des armes. Le 27 avril, l'*Else Tho* arrive au port de Santa-Marta et livre 42 t de matériel militaire pour le ministère de la Défense colombien. L'État colombien semble encore tout ignorer du double jeu de Klein².

Le mercenaire est jugé en 1991 à Jérusalem pour « exportation illégale de savoir-faire militaire israélien ». Accusé d'avoir organisé des « stages d'autodéfense pour fermiers colombiens », l'ex-officier de réserve est condamné. Les autorités israéliennes essaient de préserver ainsi leurs relations diplomatiques avec la Colombie, pays stratégique sur le continent sud-américain. En attente des résultats d'autres procès, les Israéliens retirèrent le passeport de l'aventurier³.

Selon la *Fiscalia*, la plus haute autorité judiciaire de Colombie, les commandos paramilitaires entraînés par Yair Klein sont les auteurs des assassinats de deux candidats à la présidence de la République : Jaime Pardo Leal (en octobre 1987) et Luis Carlos Galan (en août 1989). Pour cela, Klein et trois autres Israéliens, Abraham Tzedaka, Izack Shoshani et Terry Melnyk, ont été mis

1. *Cromos*, Bogota, 21 mai 1990.

2. *El Espectador*, Bogota, 2 juin 1990 et 15 juillet 1990.

3. *Cromos*, Bogota, 21 mai 1990. Selon une dépêche de l'AP, publiée le 14 juin 1989 par *El Tiempo* de Bogota, « un général de l'armée israélienne, un colonel de l'armée des États-Unis et un ancien agent du Trésor (États-Unis) ont aussi donné des cours de tactique antiterroriste à des membres du cartel de Cali ».

en examen (*in absentia*) à Bogota, le 28 février 1998¹. Mais leur procès n'a pas vu le jour.

On aura des nouvelles de Yaïr Klein en janvier 1999, lors de son arrestation par des soldats de l'ECOMOG, la force ouest-africaine, pendant l'invasion rebelle contre Freetown. Il est soupçonné d'avoir combattu aux côtés des rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) et des membres de l'ancienne junte sierra-léonaise, qui ont envahi la capitale en janvier 1999. Klein pourrait là encore être poursuivi en justice pour « trahison », délit passible de la peine de mort. Klein, qui nie être impliqué dans le trafic d'armes dans ce pays, demande aux autorités israéliennes d'intervenir en vue de sa libération.

Yaïr Klein est aussi soupçonné d'être impliqué dans l'explosion en vol d'un avion de ligne colombienne en novembre 1989². Le Département administratif de sécurité de Colombie (DAS) sollicite le 9 février 1999 le ministère des Affaires étrangères de Colombie, afin qu'il demande au gouvernement de Sierra Leone l'extradition de Klein. Une dépêche de l'AFP assure que les autorités de Freetown déclarent, dix jours après, qu'elles ne souhaitent pas extraditer le mercenaire dans l'immédiat³. À vrai dire, la situation juridique de Yaïr Klein vis-à-vis de la Colombie est loin d'être claire, puisque, selon Interpol, l'ordre de capture internationale que les autorités colombiennes avaient produit contre le mercenaire israélien en 1990 fut annulée par Bogota en 1995 et elle n'a pas encore été renouvelée⁴.

6. PABLO ESCOBAR

La chute du chef du cartel de Medellin commence le 29 novembre 1993 par la localisation de trois appels téléphoniques.

1. AFP, Bogota, 23 janvier 1999.
2. AFP, 5 février 1999.
3. AFP, 19 février 1999.
4. Entretien avec Mme Julia Viedma Robles, Specialized Officer, Drugs Sub-Directorate d'Interpol, mars 2000.

Pablo Escobar, qui vient d'apprendre que sa femme Maria Victoria Henao Vallejo et ses deux enfants, Juan Pablo et Manuela, n'ont pas trouvé refuge en Allemagne, décide, sans trop réfléchir, de rompre le silence qu'exige sa clandestinité. En effet, Bonn a déclaré *persona non grata* sa femme, sa fille, son fils et la fiancée de celui-ci, à peine débarqués sur l'aéroport international de Francfort. Le petit groupe était venu chercher la sécurité sur le territoire allemand, avec l'aide des autorités colombiennes. Mais, indésirables, ils sont refoulés moins de vingt-quatre heures plus tard. Ils avaient déjà subi la même mésaventure au Chili. Les États-Unis, le Brésil, l'Équateur et l'Espagne refusent aussi leur présence.

Escobar appelle son épouse et envoie une lettre de protestation à l'ambassade d'Allemagne. Au même moment, 20 agents spéciaux du « Bloque de Busqueda » (groupe de poursuite), formés par l'armée et la police, sont à ses trousses, et ce depuis quatorze mois. Mais Escobar croit toujours en sa bonne étoile. Sans se soucier d'être repéré, Escobar s'en prend aussi par téléphone à certains dirigeants colombiens, coupables à ses yeux de ne pas respecter « le droit à la libre circulation des personnes prévu par la Constitution ». Les policiers, à l'écoute de toutes les communications sur Medellin, profitent de cette seconde occasion. Grâce à un matériel d'écoute sophistiqué, et aidés par des spécialistes français et américains, les techniciens de la police colombienne localisent cet appel. Mais il leur manque encore quelques données pour affiner le résultat. La chance va leur sourire à nouveau. Le parrain commet l'erreur d'utiliser encore une fois son téléphone portable. Il entre en contact avec son fils qui se trouve à Bogota sans prendre la précaution de changer d'endroit ni d'appareil avant d'émettre et surtout il parle quelques secondes de trop. Une modeste maison du quartier « Los Olivos » de Medellin, possédant deux issues, est ainsi localisée.

Cerné à peine après avoir éteint son combiné, Escobar tente de s'enfuir par une fenêtre, puis par le toit. Au terme d'un bref échange de coups de feu, il tombe sous les balles des policiers. Nous sommes le 2 décembre 1993. La veille, il avait fêté son 44^e anniversaire. La chance avait abandonné définitivement le parrain des parrains.

Ainsi prend fin la chasse à l'homme la plus intense que l'histoire de la Colombie n'ait jamais connue. Le « Bloque de Busqueda » avait passé au peigne fin toutes les planques possibles du *capo*. Au cours de plus de 1 351 descentes¹, le filet s'était peu à peu resserré. C'est aussi la débâcle du cartel de Medellín : les autorités capturent 4 importants adjoints d'Escobar, 300 lieutenants et 1 100 sicaires. Le « B de B » saisit, en outre, 7 t de dynamite, 1 266 armes à feu, 38 t de cocaïne et 51 véhicules blindés. Dans son élan, il démantèle 118 petites bandes de délinquants et saisit l'équivalent de 25 millions de francs français en titres-valeur.

Quand la nouvelle de la mort d'Escobar est officiellement confirmée, un sentiment de soulagement parcourt la Colombie. À Medellín, dans certains quartiers, on voit même des feux d'artifices improvisés. Mais, lors des obsèques du criminel, une partie des quartiers les plus pauvres de la ville s'agglutine en foule compacte autour du cortège funèbre, dans un concert de cris et de lamentations frisant l'hystérie collective. Sa mère fait graver sur sa tombe l'épithète suivante : « Ci-gît le docteur Pablo Escobar, un roi sans couronne. »

Deux semaines après l'enterrement du *capo*, sa famille connaît de nouveaux soucis. Le frère de Pablo, Roberto Escobar, qui est en prison depuis 1992, reçoit une lettre piégée dans sa prison qui lui explose à la figure. Cet attentat le rend aveugle. Puis c'est le tour de son fils, Jorge Roberto Escobar, âgé de 20 ans, d'être assassiné le 19 mai 1999 à Medellín².

Les chefs du cartel de Cali, qui négociaient dans le même temps un arrangement du Code de procédure pénale avec le gouvernement, n'étaient pas étrangers aux harcèlements qui ont précédé et suivi la chute du chef du cartel de Medellín. Ce fait sera officiellement confirmé en octobre 1994 par le Fiscal Alfonso Valdivieso. Mais personne ne cria victoire avec la mort de Pablo Escobar. Car il est clair que cela ne signifiait pas la fin du trafic

1. Luis Cañon, *El patron, vida y muerte de Pablo Escobar*, Bogota, Planeta Colombiana Editorial, janvier 1994, p. 359.

2. En janvier 1997, Roberto Escobar est condamné à vingt-six ans de prison pour narco-trafic, enrichissement illicite et séquestration.

de drogue en Colombie. Un autre cartel, celui de Cali, plus discret et mieux introduit dans les diverses sphères de la société, avait déjà pris la relève.

La carrière délictueuse de Pablo Escobar remonte à 1976. On dénombre, en dehors du trafic de drogue, plus de 1 000 victimes du *capo* (morts et blessés), dont 10 assassinats de hautes personnalités colombiennes, une vingtaine d'attentats aveugles à la voiture piégée et des dizaines d'enlèvements. À l'apogée de son cartel, la fortune d'Escobar est estimée à 10 milliards de dollars. Pourtant, dans les derniers temps, le *capo* avait pris soin d'expédier une partie de son argent en Allemagne, où sa famille était censée se replier le cas échéant. Une seconde part du trésor de guerre était aux mains de ses lieutenants et hommes de paille plus proches, mais la majorité de ceux-ci furent éliminés ou arrêtés par la police colombienne. Le reste du capital avait été pris par les autorités dans la confiscation de ses biens. On sait qu'une dernière fraction du magot d'Escobar reste encore à découvrir dans des comptes secrets répartis en divers endroits du monde et d'autres planques, sachant que Pablo Escobar avait une confiance modérée dans les banques.

Quant à la veuve et aux enfants d'Escobar, volatilisés depuis février 1995, ils réapparaissent début décembre 1999 en Argentine. Sous les noms d'emprunt de Maria Isabel Santos Caballero, Juan Sebastian et Manuela Marroquin Santos, ils sont localisés dans une prison argentine. Les autorités les accusent d'être entrés illégalement dans le pays avec des faux papiers, de « blanchiment d'argent provenant du trafic de stupéfiants » et d'évasion fiscale.

Curieux retour des choses. C'est en Argentine, en effet, que Hermilda Gaviria, la mère de Pablo Escobar, poussée par la crise économique des années 1950 en Colombie, avait trouvé refuge avec son époux. Selon la veuve du *capo*, ce sont les autorités colombiennes qui leur auraient fourni des vraies-fausse identités pour les « protéger ». Elle et son fils nient avoir commis le moindre « acte illégal ». À Medellin, Roberto, le frère de Pablo Escobar, affirme que « le gouvernement colombien a accepté de donner de nouvelles identités » à sa belle-sœur et à ses neveux « parce qu'ils étaient poursuivis pour motifs politiques ».

La famille exilée gérait, apparemment, ce qu'elle avait réussi à sauver de son « héritage » : « seulement » 3 millions de dollars.

10. LE CAS ÉTONNANT DU COLONEL JAMES C. HIETT

Le 13 juillet 2000, le colonel James C. Hiett, de l'armée des États-Unis, fut condamné à cinq mois de prison et cinq mois de confinement chez lui pour ne pas avoir informé ses supérieurs qu'il savait que son épouse exportait de l'héroïne et de la cocaïne en se servant de la valise diplomatique de l'ambassade des États-Unis à Bogota. Hiett admit avoir reçu de sa femme beaucoup d'argent qu'il déposait sur ses comptes bancaires et avoir payé, avec cet argent, des dettes personnelles. La sentence fut prononcée par le juge Edward Korman de la cour du district fédéral de Brooklyn. Le juge déclara qu'il était surpris de voir que Hiett non seulement « n'avait pas demandé pardon » (pour sa complicité dans le trafic de drogue) mais qu'il avait pris la parole uniquement pour dire qu'il voulait purger sa peine dans une prison du Texas, comme sa femme.

James C. Hiett était chargé des opérations et des activités anti-drogues de l'armée américaine en Colombie. Ce qui incluait le contrôle de près de 200 agents des forces de sécurité engagés dans des actions antinarcoïtiques en Colombie. Quant à son épouse, Laurie Anne Hiett, 36 ans, elle avait monté un réseau de distribution de drogues qui partait de l'ambassade américaine à Bogota et qui arrivait à Manhattan et dans le Queens à New York. Entre avril et juin 1999, elle a envoyé au moins 500 g de cocaïne et 1 kg d'héroïne, pour une valeur de 700 000 \$. Laurie Anne Hiett s'était livrée aux autorités au mois d'août 1999, après un ordre d'arrestation lancé contre elle à la fin du mois de juin de la même année. Il s'avère que le Pentagone a essayé de couvrir le colonel Hiett pour le protéger du scandale. Au début, les enquêteurs de l'armée s'intéressaient uniquement aux activités de Laurie Anne, en écartant toute participation du colonel. Mais sur

l'insistance du directeur des Douanes, Ray Kelly, ils constatèrent finalement la complicité des deux époux¹.

Au cours de son procès, Laurie Anne Hiatt, qui avait plaidé coupable en janvier pour trafic de drogues, fut condamnée à cinq ans de prison. Quant au colonel Hiatt, il fut aussi contraint à la retraite. Les accusateurs fédéraux disent qu'il pourrait subir une réduction du montant de sa retraite. L'un des complices de Laurie Anne Hiatt était le Colombien Herman Arcila, 51 ans, son chauffeur. Accusé d'avoir reçu à son domicile de New York plusieurs paquets d'héroïne et de cocaïne, envoyés par Laurie Anne Hiatt depuis Bogota, il a été condamné à cinq ans de prison par le même tribunal de Brooklyn.

Un autre chauffeur et garde du corps de l'ambassade, le Colombien Jorge Ayala, emprisonné à Bogota, admet avoir aidé Laurie Anne à trouver de la drogue. Il accuse certains fonctionnaires américains d'avoir « couvert » les activités de l'épouse du colonel. Le 6 juillet 2000, dans une interview accordée à *Reuters*, Ayala a affirmé qu'un fonctionnaire de la DEA, à la moindre distraction des *marines* qui gardaient l'ambassade, aidait à transporter de la drogue vers les États-Unis. La DEA a ouvert une enquête interne sur le rôle d'un de ces agents. *Reuters* n'a pas voulu publier le nom du personnage².

Le 13 juillet, à l'annonce de la condamnation du colonel Hiatt, le général Luis Ernesto Gilibert, le nouveau chef de la police nationale de Colombie, qualifia cette décision de « dérisoire ». « Nous les Colombiens, qui sommes plongés dans la lutte contre le narco-trafic, voyons avec regret ces condamnations. Nous voudrions que les Américains se jugent eux-mêmes avec la même sévérité que celle des Colombiens dans ce pays. » Le jour suivant, le procureur général Alfonso Gomez Mendez qualifia la condamnation de Hiatt de « ridicule ». « Je constate qu'il n'y a pas de réciprocité de la part des États-Unis, car en Colombie de tels faits sont sanctionnés très lourdement », ajoutait-il.

1. *El Tiempo*, 14 juillet 2000.

2. *Reuters*, 12 juillet 2000.